

Une France d'acteurs, en attente d'un discours franc et constructif

Douze ans déjà que notre réseau associatif observe les différentes traductions de la notion de solidarité, au sein de notre société. Salariés, administrateurs, experts et universitaires, nous avons, parmi d'autres, mis au jour un certain nombre d'avancées positives : dynamique de création associative, source d'innovations socialement utiles ; progression de l'engagement bénévole, au sein des associations, mais aussi dans d'autres cadres ; résistance de l'emploi associatif en dépit de la crise ; et mobilisation financière de celles et ceux qui en ont les moyens, pour soutenir les programmes développés par les associations¹.

Nous mesurons également les vents contraires, les obstacles et la forte marge de progression qui est encore devant nous. Dans un moment difficile pour une société qui se cherche, mais qui peut provoquer des changements utiles, et à la veille d'échéances majeures, nous voulons porter ces sujets dans le débat public. Nous souhaitons en effet faire savoir aux responsables politiques que les deux-tiers des Français, au moins, sont en attente de discours nouveaux et en capacité de les accepter. Démonstrations à l'appui et à notre place, nous entendons les alerter exclusivement sur la manière dont ils auraient intérêt à s'adresser aux Français dans les mois qui viennent, et en aucun cas sur le contenu de leurs propositions.

Dépasser les approches actuelles et inventer un nouveau discours

- Renoncer à l'approche destinée à séduire le plus grand nombre de Français, ou à défaut celles et ceux qui disposent de peu de moyens pour démêler le vrai du faux. Cette approche fait malheureusement mouche parmi les plus désespérés, comme on peut le voir, scrutin après scrutin.
- Oublier l'approche destinée à satisfaire telle ou telle corporation, avec le risque régulièrement vérifié de décevoir. Approche, qui plus est, en totale contradiction avec le besoin de redonner du goût et du sens aux notions de bien commun ou d'identité collective, sachant que la somme des intérêts particuliers ne constitue pas forcément l'intérêt général.
- Opter enfin pour une nouvelle approche, celle qui consiste à tenir un discours courageux et constructif, étayé d'informations objectives permettant, via des critères précis d'évaluation, de mesurer progressivement le passage de la proposition à la réalisation. Avec les repères utiles pour celles et ceux qui veulent être considérés comme des citoyens attentifs et responsables, capables d'entendre des propos fondés sur la réalité.

¹ En libre accès sur www.recherches-solidarites.org : les éditions de *La France associative en mouvement*, *La générosité des Français*, *La France bénévole* et l'analyse des enquêtes IFOP-France Bénévolat 2010 et 2013.

Si cette nouvelle approche est à réinventer, c'est parce qu'aujourd'hui, la plupart des responsables politiques nationaux et beaucoup trop de médias, dans une sorte de connivence, jouent un jeu dangereux : les premiers sont bien trop nombreux à s'exprimer à tout bout de champ et sur toutes sortes de sujets, davantage selon des postures et des approches calculées ; les seconds sont trop souvent enclins à chercher ce qui pourra doper leur audience, au détriment des véritables enjeux et d'un questionnement sur le fond.

Mais ils sont un peu le reflet de ce que nous sommes collectivement devenus et, fort heureusement, de nouvelles formes de journalisme voient le jour, s'appuyant souvent sur le numérique, montrant leur indépendance par rapport au politique, et ayant une bonne audience auprès des jeunes. Une nouvelle forme de discours, appuyé sur la réalité, franc et courageux, est à inventer et à mettre en œuvre par les politiques et doit être relayé par les médias. Il est manifestement attendu par une large part de nos concitoyens : par ces « *acteurs engagés dans un projet collectif* » qui sont au cœur de nos travaux.

Un discours sans complaisance, audible par deux-tiers des Français

Le miroir souvent déformant des médias, et parfois simplificateur jusqu'à la caricature, a trop dévalué l'image des Français. Il nous présente, de temps en temps, ceux qu'il décrit comme de véritables héros modernes, mettant à juste titre en valeur telle ou telle action, tel ou tel programme, généralement qualifié d'altruiste. Ce sont en fait quelques arbres qui ne devraient pas cacher une immense et véritable forêt d'acteurs. Il s'agit en fait d'un miroir, dont notre société avide d'images, semble avoir besoin, et dont les politiques se servent régulièrement avec une mise en scène qui gêne le plus souvent les personnes concernées. Mais ceux qui suivent un peu les actions de terrain savent que, pour un exemple mis en avant et finalement considéré comme un « *fait exemplaire* », en ce sens qu'il serait unique ou presque, il existe des millions de répliques.

Comme d'autres, nous interrogeons régulièrement ces *acteurs*. Ils sont porteurs et animateurs de projets associatifs, adhérents, bénévoles ou donateurs. Toutes les enquêtes, tous les travaux convergent pour montrer que les associations constituent, en France, le centre de gravité de l'exercice de la solidarité, et ceci au plus fin des quartiers et des territoires. Faut-il d'ailleurs rappeler le fondement du principe associatif : plusieurs individus mettent librement en commun connaissances et savoir-faire dans un objectif commun, autre que partager des bénéfices.

Pour bien connaître ce secteur plébiscité par 80% des Français, nous avons dénombré celles et ceux qui, en lien avec lui, sont, à des degrés divers, des « *acteurs engagés dans un projet collectif* ».

A partir des résultats d'une enquête spécifique qui fait aujourd'hui encore référence², de précieux cercles concentriques se sont éclairés, autour du fait associatif. En prenant soin de ne pas compter plusieurs fois les mêmes personnes, sachant qu'elles peuvent avoir plusieurs « *casquettes associatives* », on dénombre : 7 à 8% des Français dirigeants bénévoles d'une association ; 15 à 16% des Français donnent du temps gratuitement dans une ou plusieurs associations ; 22% des Français adhèrent et participent à leurs activités ; 22% de Français contribuent financièrement à des projets associatifs. Ces derniers ne sont pas présents dans une association, mais cette action par procuration traduit un engagement, se cumule parfois avec des dons en nature (vêtements, nourriture, livres, jouets...) et souvent avec un don de temps hors association. On parvient ainsi aux deux-tiers des Français qui ont un lien bien réel, avec au moins un projet associatif.

² Enquête BVA pour la DRESS, auprès de 4.000 Français – La vie associative en France en 2010.

Cette France d'acteurs à la croisée des chemins associatifs

Ces « *acteurs engagés dans un projet collectif* » présentent, quel que soit leur rôle et quelle que soit leur position, quelques caractéristiques communes qui nous paraissent essentielles.

- Ils sont pluriactifs : outre leur engagement dans le cadre associatif, ils participent à la vie d'un collectif d'habitants, ils sont également présents sur Internet et actifs sur les réseaux sociaux, ils sont souvent en relation régulière avec une école, une mairie, une église, ou parfois avec un autre type d'organisation (syndicat, parti politique...). Ponctuellement, ils agissent aussi de manière informelle dans leur quartier ou leur village, et n'hésitent pas non plus à organiser des actions avec leurs amis, avec leurs copains, pour les plus jeunes.

- Moins de 15% de ces acteurs ont une vision positive de la cohésion sociale, en France, aujourd'hui. Ce jugement est plus sévère que celui qui est mesuré par le CREDOC, auprès de l'ensemble des Français. Face à ce constat, la plupart (90% environ) déclarent *avoir parfois, voire assez souvent, envie d'agir pour tenter de changer un peu les choses*.

- Leurs motivations ? En premier lieu, *ne pas rester simple spectateur, jouer un rôle dans la société* (77%), ensuite, *se sentir utile aux autres* (70%), et aussi *être partie prenante d'un projet, d'une action* (60%) : trois raisons premières qui justifient à elles seules, le qualificatif « *d'acteurs* ». Ils veulent également *réagir aux injustices, et refuser la situation actuelle*. Ils cherchent à *utiliser leurs compétences professionnelles pour l'intérêt général*, avec un maximum de choix entre 40 et 50 ans. Et ils veulent aussi *donner un sens à leur vie et se lancer des défis*, tout particulièrement parmi les moins de 25 ans.³

- Ces *acteurs* choisissent plus que les autres, les termes *confiance* et *enthousiasme* pour caractériser leur état d'esprit. Mais ils choisissent également plus souvent celui de *lassitude*, probablement en lien avec une certaine usure, dès lors qu'ils sont investis dans une action dont les résultats ne sont pas forcément à la hauteur de leurs attentes, ni à la hauteur des besoins qu'ils ressentent, dans un contexte social tendu.

Peut-être aussi parce qu'ils sont las de ce bruit de fond, fait de discours qu'ils jugent décalés, par rapport à ceux qu'ils aimeraient découvrir. En tous cas, leur participation à un projet collectif et leur engagement laissent penser qu'ils sont en capacité d'entendre une autre approche, franche et réaliste.

- Ces « *acteurs engagés dans un projet collectif* » savent bien qu'on ne peut pas promettre ce que l'on ne maîtrise pas ou ce qui n'est qu'une utopie ou une illusion. Ils savent bien, également, qu'il faut un équilibre entre les efforts de chacun et une réelle solidarité pour qu'un résultat soit accessible. Les bénévoles des associations sont, par exemple, 65% contre 46% des Français, à considérer que *la cohésion sociale contribue beaucoup à la compétitivité économique d'un pays*. Parmi les éléments de fragilisation de cette cohésion, ils pointent bien plus *l'individualisme* (51% contre 33%), et ils sont proportionnellement bien plus nombreux (79% contre 46%) à *faire confiance aux autres*.⁴

- L'INSEE signale également leur intérêt plus grand pour la chose publique : « *la participation à la vie associative s'accompagne d'un engagement citoyen plus élevé. Ainsi parmi les adultes inscrits sur les listes électorales, à caractéristiques sociodémographiques identiques, la probabilité d'avoir voté aux élections législatives de 2012 est 1,8 fois supérieure pour les membres d'associations. Cette forte participation électorale traduit sans doute, de la part des membres d'associations, un intérêt accru à la vie publique et citoyenne sous toutes ses formes* ». ⁵

Au fond, tout cela montre bien que lorsqu'ils vivent ou agissent en qualité d'« *acteurs engagés dans un projet collectif* », les deux tiers des Français sont plutôt pragmatiques et véritablement ouverts aux raisonnements que l'on peut leur tenir.

³ *La France bénévole : les 1001 façons d'agir*, mai 2015, en partenariat avec la fondation EDF et Pro Bono Lab.

⁴ *La France bénévole - 10^{ème} édition*, mai 2013, en partenariat avec France Bénévolat.

⁵ INSEE Première N° 1580 - *Trente ans de vie associative - Une participation stable mais davantage féminine* - janvier 2016.

Donner sa chance à tous

Cette France d'acteurs est assez homogène ou tend à le devenir, au regard de certains critères : entre hommes et femmes, avec des modes d'actions parfois différents⁴ ou encore selon les générations, avec aussi des aptitudes et des façons d'agir différentes. En effet, il est temps de mettre un terme à de nombreux clichés sur les jeunes. Certes, cette jeunesse est traversée par de nombreuses fractures et certains se retrouvent en marge de la société, mais nombreux sont ceux qui ont soif d'engagements et d'actions au bénéfice des autres ou du bien commun. Ils sont pluriactifs, s'appuient très facilement sur le numérique pour changer les choses, dans une société que 75% d'entre eux estiment en mal de cohésion sociale. S'ils franchissent moins souvent le pas pour adhérer à une association et ont tendance à préférer agir dans des groupes informels, ils attendent souvent qu'on les guide, qu'on les accompagne et qu'on les écoute. Ce que font certaines associations lorsqu'elles apprennent progressivement à les « *apprivoiser* », pour qu'ils deviennent peu à peu les dirigeants de demain.

En revanche, une fracture particulièrement dommageable demeure, celle de la formation initiale. Elle traverse le fait associatif, tout comme l'ensemble de la société : la proportion des adhérents à une association varie du simple au double, selon que l'on ne dispose d'aucun diplôme ou selon que l'on se situe au-delà de Bac + 2. Cette France d'acteurs manque donc encore cruellement de ces personnes modestes qui sont bien trop souvent privées du plaisir de l'action collective, enrichissante et jubilatoire.

En ce début d'année qui s'annonce riche en débats et à la veille de la construction des programmes électoraux, puissent les responsables politiques entendre cette réalité et s'adresser aux Français comme à des acteurs responsables, avides de discours francs et constructifs, assortis d'un projet précis d'évaluation systématique des résultats obtenus. Peu importe leurs fondements idéologiques et leurs orientations, puissent-ils, dans leurs différences, prendre conscience que la plupart des Français sont en attente de messages clairs et efficaces. En témoignent celles et ceux qui ont la chance de fréquenter le secteur associatif, à commencer par cet énorme réservoir citoyen que constitue le « *trésor collectif du bénévolat* ». Puissions-nous collectivement continuer à contrer cette idée d'une France où le *filet social informel* serait usé et défaillant !

L'équipe et le conseil d'administration de Recherches & Solidarités,

Le 18 février 2016

RECHERCHES & SOLIDARITES, un réseau d'experts et d'universitaires au service de toutes les formes de solidarités.

Association sans but lucratif, R&S s'est donné pour objectif d'apporter aux acteurs et aux décideurs les informations les plus récentes, avec une préoccupation constante de complémentarité par rapport aux travaux qui sont menés et publiés par ailleurs.

Elle s'appuie sur des données provenant d'organismes officiels et sur ses enquêtes annuelles pour produire des publications nationales, régionales et départementales qui sont en libre accès sur www.recherches-solidarites.org.

R&S réalise également, en lien avec des partenaires de plus en plus nombreux (réseaux associatifs, services déconcentrés de l'Etat, conseils généraux et régionaux, associations nationales...) des travaux spécifiques sur le bénévolat, la vie associative ou le don d'argent.